Initiatives ministérielles

Je tiens cependant à dire que les députés du Nouveau Parti démocratique entendent voter contre le principe de ce projet de loi.

M. Dennis J. Mills (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, je félicite le député de Kamloops pour son engagement à l'égard d'une réforme complète de l'impôt personnel et de l'impôt sur les sociétés. Comme lui et comme le député de Calgary—Centre, je suis d'avis que c'est une question à laquelle les Canadiens veulent que nous nous attaquions et espèrent que nous le ferons très prochainement.

Au cours des 90 prochains jours, le ministre des Finances va préparer un état budgétaire et le budget qu'il présentera au début du printemps. C'est l'occasion où jamais. C'est l'occasion où jamais pour la Chambre de s'attaquer à cette question très importante.

Je ne vais pas me lancer dans un long débat à ce sujet. Je ne pense pas que ce soit le moment. Je voudrais toutefois poser une question très précise au député de Kamloops. Pouvons-nous, au cours des 60 prochains jours, compter sur le député et le Parti démocratique pour voir avec nous si nous pourrions, dans un effort bipartite, arriver à nous entendre sur une série de mesures concernant la réforme de l'impôt des particuliers et de l'impôt sur les sociétés?

M. Riis: Monsieur le Président, je suis vraiment très heureux de répondre à cette question.

S'il y a une question qui irrite les Canadiens en ce moment, c'est bien notre régime fiscal injuste, inéquitable et partial, tant pour les sociétés que pour les particuliers. Une révision en profondeur s'impose. Les raisons de cet état de choses sont bien connues. Je soupçonne que nous ayons tous eu, à certains moments, à notre bureau, une cinquantaine d'électeurs voulant nous expliquer les problèmes que leur causait le régime fiscal.

Je puis assurer à mon collègue de Broadview—Greenwood qu'il n'y a rien qui me ferait plus plaisir que de m'asseoir avec lui et avec d'autres pour examiner, dans un esprit non sectaire, toutes les dispositions du régime fiscal actuel et leur impact, tant positif que négatif, sur les Canadiens. Nous pourrions ensuite présenter une réforme fiscale globale qui rétablirait la justice du système. Ainsi, les gens considéreraient le régime fiscal comme un système juste pour eux et pour les autres, un système qui ne privilégie personne.

• (1350)

Je sais que certains de mes amis défendent avec enthousiasme l'idée d'un impôt uniforme. Je ne suis pas sûr de ce qu'ils entendent par «impôt uniforme», parce que cela peut prendre plusieurs sens, comme mon collègue de Broadview—Greenwood l'a expliqué dans le livre qu'il a écrit et comme d'autres l'ont confirmé. C'est tout de même quelque chose à envisager, au

nombre des diverses possibilités et propositions qu'on nous a faites pour l'établissement d'un régime fiscal plus juste. Au moins, le livre le plus populaire dans les librairies, au temps des fêtes, ne serait plus intitulé *Comment éviter les impôts*.

De nos jours, dans les librairies du Canada, peu importe lesquelles, on trouve toujours, bien en évidence, une multitude de livres et de revues sur les moyens de réduire ses impôts. Ces livres sont populaires parce que tous les Canadiens, qu'ils soient du milieu des affaires ou non, savent que le régime fiscal est injuste.

Un seul exemple suffira à donner la mesure de l'injustice du régime. Les services de vérification de Revenu Canada nous ont appris que, pour chaque dollar consacré à une procédure de vérification, ils récupéraient 6 \$. Ce ne veut pas dire nécessairement que tous les contribuables enfreignent la loi, mais c'est certain qu'ils protègent leurs intérêts. Autrement dit, quand une disposition n'est pas très claire, ils l'interprètent à leur avantage. Le résultat, c'est que notre pays perd des milliards de dollars qu'il devrait normalement percevoir. Mais les gens protestent à leur manière contre un régime fiscal vague, ambigu, partial et inéquitable.

N'oublions pas que la meilleure façon pour les gens de protester, c'est d'encourager l'économie parallèle. Quelles sont les pertes de ce côté? Les spécialistes nous diront qu'entre 40 et 160 milliards de dollars sont perdus chaque année parce que les transactions au noir ne sont pas enregistrées et donc pas taxées.

Par conséquent, c'est avec enthousiasme que je réponds oui à mon collègue. Oui, je serai disposé, avec tout l'appui de mon parti, à participer à toute entreprise de conception d'un régime fiscal plus juste que celui que nous avons maintenant.

M. Jim Silye (Calgary—Centre, Réf.): Monsieur le Président, j'aimerais demander au député de Kamloops s'il estime que le système fiscal actuel est équitable? À son avis, les impôts sont-ils trop élevés? Que pense-t-il du niveau actuel des dépenses publiques?

M. Riis: Monsieur le Président, je veux répondre à mon ami. Il fait sans doute un peu de politique, mais ses questions méritent une réponse sérieuse de ma part.

Comment avons-nous accumulé une telle dette? Cinquante pour cent de celle-ci est le résultat direct des intérêts composés et de notre politique de taux d'intérêts élevés. Quarante-quatre pour cent de notre dette accumulée est le résultat d'exemptions fiscales. Six pour cent de la dette est le résultat des dépenses publiques.

Reconnaissons que dans certains domaines nous avons trop dépensé mais, à mon avis, dans d'autres domaines nous n'avons pas assez dépensé. Nous devrions investir pour encourager les gens à retrouver un travail productif. Reconnaissons que le meilleur programme social est celui qui permet aux gens d'avoir un travail décentement rémunéré.